

Bulletin du FMI

ÉCONOMIE MONDIALE

La crise devrait s'approfondir, prévient le chef du FMI

Bulletin du FMI en ligne
Le 21 janvier 2009

- Le chef du FMI fait état de perspectives économiques encore plus sombres que les dernières projections,
- avertit des risques de troubles sociaux dans certains pays durement touchés
- et s'attend à ce que d'autres États membres fassent appel aux prêts du FMI

La crise économique devrait s'accroître à travers le monde, car le ralentissement de l'activité observé dans les économies avancées gagne maintenant de grands marchés émergents tels que la Chine, l'Inde ou le Brésil, a averti Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du Fonds monétaire international (FMI).

M. Strauss-Kahn a précisé que les prévisions de croissance mondiale du FMI pour 2009 seront révisées très sensiblement à la baisse lorsque l'institution internationale forte de 185 membres actualisera, le 29 janvier, son évaluation de la situation économique mondiale. Dans une [mise à jour](#) publiée en novembre dernier, le FMI avait indiqué que les économies avancées enregistreraient une contraction de la production en 2009 — fait sans précédent depuis la seconde guerre mondiale — mais que la croissance des grands marchés émergents permettrait à l'économie mondiale de progresser encore de 2,2 % en 2009.

Détérioration des perspectives

Dans une interview donnée à la BBC le 21 janvier, toutefois, M. Strauss-Kahn a déclaré que les perspectives économiques s'étaient dégradées ces derniers mois et que le FMI présenterait des chiffres revus à la baisse lors d'une conférence de presse qui se tiendra le 29 janvier à Washington : « 2009 ne sera donc pas une bonne année pour l'économie mondiale, même si nous prévoyons une reprise début 2010 », a-t-il ajouté.

Les perspectives apparaissent plus sombres que prévu non seulement aux États-Unis et en Europe, mais aussi dans les principales économies de marché émergentes (Chine, Inde, Brésil), qui devraient connaître une croissance très lente par rapport aux tendances historiques.

La relance, clé de la reprise

Pour remettre l'économie mondiale sur la bonne voie, le FMI [a recommandé](#) une série de mesures :

- des initiatives — déjà prises par de nombreux gouvernements — pour stabiliser les marchés financiers et assurer le redémarrage du crédit ;
- une relance budgétaire conjuguant l'augmentation des dépenses publiques et les baisses d'impôts pour relancer la demande des consommateurs ;

- un soutien à la liquidité, sur les marchés émergents, pour réduire les effets défavorables des sorties massives de capitaux déclenchées par la crise financière, et
- une aide aux pays à faible revenu touchés par les retombées de la crise et l'impact persistant de la flambée des prix [des denrées alimentaires et des combustibles](#) enregistrée l'an passé.

Le FMI a proposé que les pays qui sont en mesure de le faire agissent ensemble pour assurer une stimulation budgétaire globale équivalant à environ 2 % du PIB mondial — soit 1.200 milliards de dollars.

Un certain nombre de gouvernements, à travers le monde, ont annoncé des plans de relance ; c'est le cas aux États-Unis, au Japon, en Europe, en Chine ou en Inde. M. Strauss-Kahn a estimé toutefois que les mesures prises jusqu'à présent ne sont pas suffisantes. « Les pays européens, notamment, ont encore du retard sur ce point », a-t-il noté. « Il faut faire davantage du côté des dépenses, ne serait-ce que parce que l'économie réagit plus vite aux augmentations de dépenses qu'aux baisses d'impôts ».

Le Directeur général du FMI a mis en garde contre les risques de troubles sociaux dans certaines des économies les plus durement touchées par la récession, et a indiqué qu'il s'attendait à ce que d'autres États membres sollicitent l'aide du FMI, non seulement en Europe orientale, mais aussi en Amérique latine où, selon lui, certains pays sont dans une situation « limite ».

Jusqu'à présent, le FMI a engagé 47,9 milliards de dollars de prêts en faveur de pays touchés par la crise, et notamment du Bélarus, de la Hongrie, de l'Islande, de la Lettonie, du Pakistan, de la Serbie et de l'Ukraine. L'institution a annoncé ce mois-ci un prêt de précaution en faveur du Salvador, et une mission des services du FMI négocie actuellement avec la Turquie.

Le pire a été évité

M. Strauss-Kahn a déclaré que l'intervention coordonnée des principales banques centrales avait permis d'éviter une désintégration du système financier en octobre dernier. « Nous sommes passés tout près, en septembre, d'un effondrement total de l'économie mondiale », a révélé l'ancien ministre français des finances.

Il a justifié l'action du FMI — qui prescrit des remèdes différents à des économies différentes elles aussi — en rappelant que, si les grandes économies avancées peuvent se permettre de stimuler les dépenses et de creuser les déficits pour sortir de la récession, d'autres pays frappés par la crise, en particulier des marchés émergents d'Europe orientale, n'ont pas la même marge de manœuvre budgétaire car les entrées de capitaux dont ils bénéficiaient se sont tariées et leur monnaie est sous pression.

Fermeté du dollar

M. Strauss-Kahn a observé que, même si la crise financière a commencé aux États-Unis, le raffermissement récent de dollar montre que les agents économiques à travers le monde gardent confiance dans l'économie américaine.

Tant que cette confiance se maintiendra, les États-Unis seront en mesure de financer leur important déficit. L'essor de l'économie chinoise n'empêchera pas l'économie américaine de conserver son formidable potentiel, et la mondialisation fait que les deux économies resteront dépendantes du reste du monde.

À long terme, toutefois, le problème de la correction des graves déséquilibres mondiaux reste posé.

Finances du FMI

Interrogé sur l'adéquation des ressources de l'institution à la crise actuelle, le Directeur général a jugé que le FMI dispose dans l'immédiat de moyens financiers suffisants. « Si la crise se poursuit, ce qui est le plus probable, nous aurons besoin à un moment donné — dans six mois, disons — de fonds supplémentaires ».

Avant que la crise n'éclate, le FMI avait environ 200 milliards de dollars de disponibilités et pouvait accéder, de surcroît, à des ressources additionnelles représentant 50 millions de dollars. Depuis, le Japon a offert de prêter à l'institution un montant de [100 milliards de dollars supplémentaires](#). M. Strauss-Kahn a indiqué que le FMI pourrait avoir encore besoin de 150 milliards de dollars pour aider les marchés émergents et les pays à faible revenu à surmonter la crise.

Une meilleure réglementation

M. Strauss-Kahn a déclaré que la crise met en lumière la nécessité d'améliorer la réglementation et le contrôle du secteur bancaire, notamment aux États-Unis.

Les États membres attendent du Groupe des Vingt (G-20) économies industrialisées et émergentes — qui se réuniront à Londres en avril prochain — des progrès significatifs dans la transparence et le resserrement du contrôle du secteur financier. La réunion de Londres fera suite à celle organisée à [Washington en novembre dernier](#), durant laquelle les dirigeants de ces pays sont convenus d'un plan d'action pour combattre la crise.

Si vous souhaitez réagir à cet article, écrivez nous à : imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* : www.imf.org/imfsurvey